

CHINE

Des associés et des membres de la famille de Rebiya Kadeer harcelés ou arrêtés

Index AI : ASA 17/030/2005

ÉFAI

Jeudi 8 septembre 2005

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International est très préoccupée par les informations selon lesquelles la famille et les associés de Rebiya Kadeer sont victimes de harcèlement incessant et parfois arrêtés dans la province autonome du Xinjiang (nord-ouest de la Chine), depuis sa libération, le 17 mars 2005.

Rebiya Kadeer, qui est mère de 11 enfants, a déclaré qu'on l'avait avertie avant sa libération que si elle prenait contact avec des militants ouïghours ou parlait publiquement de « *sujets sensibles* » une fois hors de prison, « *ce serait la fin pour son entreprise et ses enfants* [dont cinq résident dans le Xinjiang] ».

Selon des informations dignes de foi, le 5 septembre 2005 des fonctionnaires de la sûreté de l'État ont demandé à l'un de ses fils, Alim Abdiriyim, et au directeur de son entreprise, Akida Trading Co. à Urumqi, capitale du Xinjiang, de signer un document indiquant que Rebiya Kadeer avait commis des fraudes fiscales, des escroqueries et creusé une énorme dette. Ils auraient déclaré au directeur, au cas où il ne signerait pas immédiatement : « *Tu vas signer en prison après que l'on ait brisé l'une après l'autre toutes tes côtes.* » Les bureaux de l'Akida Trading Co. auraient été encerclés par la police armée.

Les allégations d'utilisation de la contrainte et de menaces de torture s'inscrivent dans une politique plus générale de violation des droits humains qu'Amnesty International continue à observer dans le Xinjiang et ailleurs en Chine. Au vu de ces allégations, on peut douter de la crédibilité de toute enquête de police sur les affaires de la famille de Rebiya Kadeer.

La semaine dernière, deux proches de Rebiya Kadeer auraient été arrêtés brièvement et on leur aurait demandé de remettre leur passeport. En mai 2005, deux de ses anciens employés ont été arrêtés. On ne sait ni où ils se trouvent ni quel est leur statut. À cette même époque, deux de ses associés ont aussi été arrêtés, mais ils auraient été libérés depuis.

Le 30 août 2005, Radio Free Asia (RFA) a diffusé une information selon laquelle une unité de police spéciale a été créée exclusivement pour surveiller la famille de Rebiya Kadeer et enquêter sur ses affaires. D'après Radio Free Asia, cette

unité est connue sous le nom de « *Bureau 305* » ou encore « *Bureau d'enquête sur Rebiya Kadeer* ». Sous couvert d'anonymat, un policier aurait confirmé cette information. Alim Abdiriyim aurait indiqué que les membres de la famille de Rebiya Kadeer doivent informer au préalable cette unité s'ils veulent sortir d'Urumqi. « *C'est une pression totalement destructrice. Nous ne sommes pas harcelés ouvertement, car nous n'avons rien fait de mal ou d'illégal pour qu'ils nous harcèlent ouvertement.* »

Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue à Pékin le mois dernier, le secrétaire du Parti communiste du Xinjiang, Wang Lequan, a accusé Rebiya Kadeer de se livrer depuis sa libération à des activités à caractère « *terroriste et sécessionniste* ». Ces accusations graves qui ne reposaient sur aucune preuve semblent destinées à discréditer encore davantage Rebiya Kadeer et les personnes en rapport avec elle, ceci dans le cadre plus général de la répression politique dans la région.

Complément d'information

Rebiya Kadeer a été libérée pour raison de santé après avoir passé près de six ans en prison dans la province autonome du Xinjiang pour avoir « *diffusé des secrets d'État à l'extérieur du pays* » et placée directement dans un avion vers les États-Unis. D'après les attendus de son jugement, ces « *secrets d'État* » sont des coupures de journaux régionaux qu'elle a envoyées à son mari aux États-Unis. Amnesty International a considéré que Rebiya Kadeer était une prisonnière d'opinion et a fait campagne pour sa libération durant de nombreuses années. Depuis sa libération, elle est apparue plusieurs fois en public pour parler de son emprisonnement et des violations des droits humains dont sont victimes depuis longtemps les Ouïghours dans le Xinjiang.

Après les attentats du 11 septembre 2001, les autorités chinoises ont utilisé comme prétexte la « *guerre contre le terrorisme* » pour justifier la répression politique dans la région. Depuis quatre ans, les nationalistes ouïghours que l'on qualifiait de « *séparatistes* » sont de plus en plus qualifiés de « *terroristes* ».

Les autorités chinoises ont publiquement qualifié de « *terroristes* » des nationalistes ouïghours en exil sans aucune preuve crédible à l'appui. Il s'agit notamment de Dolkun Isa et de Abduljelil Karakash, qui travaillent tous deux pour une ONG ouïghoure en Allemagne. Ils figurent sur une liste de 11 terroristes diffusée par le ministère de la Sécurité publique en décembre 2003.

En mai 2005, les autorités chinoises ont relancé publiquement dans la région leur campagne « *Frapper fort* », campagne qui vise les « *trois forces diaboliques* » que seraient « *les séparatistes, les terroristes et les extrémistes religieux* ». Amnesty International reste très préoccupée par le caractère très général et très vague du crime de « *mise en danger de la sûreté de l'État* » dans le Code pénal qui permet aux autorités d'arrêter, mettre en accusation et détenir des personnes qui exercent pacifiquement leurs droits humains. ●

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter les pages consacrées à la Chine dans le [rapport 2005 d'Amnesty International](#) ou le [site Asie-Pacifique](#) d'Amnesty International.